



000192

N°...../MFB/DGCPT/TPR.TH

Thiès, le 05 MARS 2025



Le Trésorier Payeur Régional

A

Messieurs :

- les Maires des communes
- le Président du Conseil départemental

Objet : rappel des règles de paiement notamment par billettage.

Il m'a été donné de constater le mandatement de certaines dépenses en inobservance de la réglementation en vigueur.

Je rappelle conformément aux dispositions de l'article 104 du RGCP de 2020, « *le paiement des dépenses par virement à un compte bancaire ou postal est obligatoire pour tout règlement supérieur à un montant fixé par la réglementation en vigueur.*

Dans tous les cas, il est obligatoire, quel que soit le montant de la créance, pour tout règlement à effectuer au profit de créanciers inscrits au Registre du Commerce et du Crédit mobilier ou au Registre des Métiers ou de personnes morales de droit public ou privé».

A ce titre, le seuil fixé est de 100 000 FCFA par l'instruction n°1/2003/SP du 8 mai 2003 de la BCEAO relative à la promotion des moyens de paiement scripturaux et à la détermination des intérêts exigibles en cas de défaut de paiement.

Je précise également, selon l'instruction n°0138/MEF/DGT/TG du 18 juillet 1981 relative aux paiements par billettage, que les mandats collectifs peuvent être payés par un billeteur nommé après avis du comptable assignataire. Toutefois, seuls les mandats

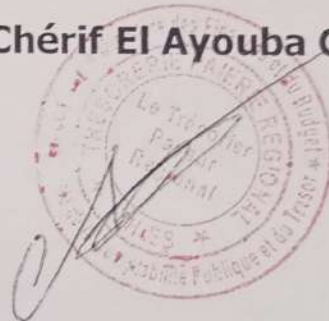
collectifs dont le règlement par virement n'est pas obligatoire sont concernés. Sous ce prisme, ces mandats ne doivent pas comporter de montant supérieur à 100 000 F CFA. En outre, le billeteur, étant l'intermédiaire chargé de payer ces mandats collectifs est tenu, dans un délai de 5 jours à compter de la date de réception des fonds, de reverser exclusivement en numéraire les fonds impayés au comptable assignataire. Ce dernier à son tour doit les tenir à la disposition des ayants droit pendant un délai de 25 jours. A l'issue de cette période, les restes à payer sont reversés au budget.

Ainsi rappelé et en vue de préparer les règlements de certaines dépenses notamment les secours, je vous demande de prendre toutes les dispositions nécessaires pour le respect des dispositions réglementaires sus-évoquées.

Piece jointe :

- Copie instruction n°0138/MEF/DGT/TG du 18 juillet 1981 relative aux paiements par billeteage.

Chérif El Ayouba CISSE



Kolda 22/07/81 BT PR/086

JPF/ Mme.T
REPUBLIQUE DU SENEGAL
MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
TRESORERIE GENERALE

Dakar, le 12 juillet 1981

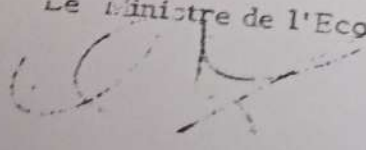
N° 0133 /MEF/DGT/TG

INSTRUCTION : modifiant l'instruction
n° 0030/MFAE/DGT/DCP du 4 février 1974
fixant les règles à observer en matière
de paiements collectifs par billeteurs.

Les dispositions du premier alinéa du § V de l'instruction n° 0030/MFAE/DGT/DCP du 4 février 1974 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

- " Les commissions de paie diégeant en qualité de commissions de paiement des bourses se composent nécessairement
- du chef de service ou de son représentant dûment habilité
 - du billeteur
 - d'un représentant lettré de l'association des parents d'élèves la plus représentative".-

Le Ministre de l'Economie et des Finances


Ousmane SECK

n° 654/PK

28/07/81

LE PAIEMENT PAR BILLETAGE

P L A N

- I - Définition du billeteur
- II - Nomination des billeteurs
- III - Rôles des billeteurs
- IV - Responsabilités des billeteurs
- * V - Contrôles des billeteurs et des commissions de paiement.

I - Définition

Le billeteur est l'intermédiaire chargé de payer les mandats collectifs qui comportent des salaires d'ouvriers, des manoeuvres et éventuellement des traitements de fonctionnaires dont le règlement par virement n'est pas obligatoire.

II - Nomination des billeteurs

Les billeteurs sont choisis de préférence parmi les agents des corps techniques des divers services et nommés pour un an par le Ministre de l'Economie et des Finances, sur proposition de leur Ministre de tutelle ou des Gouverneurs de Région qui prennent des décisions pour les personnels situés en dehors de la Région de Dakar.

Les propositions de nomination sont nécessairement adressées à la trésorerie générale, Division des régions, au plus tard le 15 Mai précède la nouvelle gestion pour laquelle l'agent désigné débutera ses fonctions (c'est à dire le premier juillet).

Il y a incompatibilité entre les fonctions de billeteur et d'agent Administratif qui constate les droits et établit les titres de paiement.

III - Rôles des billeteurs

Le billeteur perçoit les sommes dont il a la charge du paiement:

- soit par bon d'engagement (DAKAR) ou de commande (dans les autres régions) pour la main d'oeuvre, ou bourses payées sur crédits délégués.)
- soit par bon de caisse pour les dépenses de personnel

Dans le premier cas, le bon bon jaune dûment visé et appuyé de l'état des bénéficiaires émargé par ces derniers, permet le règlement aux au profit du billeteur.

Dans le deuxième cas, le billeteur reçoit un bon de caisse établi au nom du billeteur. Le bon de caisse est appuyé de deux bordereaux de règlement mécanographiés non émargés auxquels sont joints les bulletins de salaires des intéressés.

L'acquit du billeteur constitue un acte libératoire du trésor vis à vis des travailleurs, bien que ceux-ci n'aient pas encore reçu leur salaire. Les billeteurs sont chargés de recueillir l'acquit individuel de chacun des bénéficiaires ou ceux des membres de la commission de paie qui peuvent intervenir le cas échéant, en tant que témoins pour les sommes perçues par les illétrés. Notons toutefois que :

- l'état appuyant le titre de paiement doit être émargé par les bénéficiaires.
- l'acquit du billeteur portant sur les sommes globales encaissées auprès d'un comptable public, bien que libérant le comptable payeur, ne constitue qu'un acte libératoire provisoire envers l'administration.

2°) Reversement des impayés

Les impayés sont nécessairement représentés par des fonds existants d'égale montant.

Le reversement se fait exclusivement en numéraire, au comptable public auprès duquel le billeteur a été encaissé.

...../.....

12

L'état détaillé des impayés, établi en double exemplaires est visé par le chef de service. A l'état des impayés seront joints les bulletins des salaires (pour le cas des fonctionnaires) dont les volets auraient dû être remis aux bénéficiaires s'ils avaient perçu leurs droits.

Le reversement des fonds doit s'effectuer dans un délai impératif de 5 jours à compter de la date de réception des fonds par le billeteur. Les impayés reçus par les comptables sont imputés au compte 5320 reversement billeteurs pour être tenus à la disposition des ayants droit pendant un délai de 25 jours. Les règlements aux retardataires se feront à l'initiative des comptables. A l'issue de cette période, les restes à payer sont reversés au budget.

Le versement des fonds s'effectue auprès du comptable public contre remise d'une quittance numéraire.

Le double de l'état des ~~impayés~~ impayés visé par le comptable, et la quittance reçue seront classés par ordre chronologique pour être correctement conservés pendant 10 ans.

3°/ Registres tenus par les billeteurs.

En plus du bordereau de règlement mécanographié et de l'état récapitulatif des ~~impayés~~ impayés conservés en justification par le billeteur, celui-ci tiendra un registre coté et paraphé par le comptable de rattachement. Le billeteur enregistre dans ce livre :

- à gauche, en recettes, les bons de caisse ou bons de commande perçus par le billeteur,
- à droite, seront indiquées globalement les sommes payées et celles réservées au Trésor. La quittance remise au billeteur sera agrafée sur, le même feuillet de manière à permettre la vérification rapide du bon de caisse apuré.

Les intendants des établissements scolaires font l'objet des mêmes dispositions applicables aux billeteurs. Ils doivent en outre :

- ouvrir un registre spécial des bourses qui développe les paiements faits aux bénéficiaires contre acquit libératoire;
- ouvrir un brouillard de caisse pour constater les recettes et dépenses individuelles avec arrêté journalier et report des antérieurs, afin de permettre la vérification de la caisse au jour le jour ;
- établir un état dactylographié en double exemplaire dûment émarqué qui devra être déposé au trésor en même temps que le relevé détaillé des impayés visés par le chef de service. Les impayés devant être reversés le 17^e jour, car le délai de conservation des fonds passe de 5 à 15 jours;

- joindre les quittances numériques des versements effectués sur le dernier feuillet du trimestre en cours de paiement. La quittance doit correspondre au solde arrêté.

4°) Les commissions de paie :

Les commissions de paie se composent nécessairement du chef de service ou de son représentant dûment habilité, du billeteur et d'un représentant lettré du personnel, désigné sur décision ~~du~~ du chef de service.

Les membres de commission assistent obligatoirement aux séances de paiement aux ayants droit. Ils veillent à la régularité des opérations et sont solidairement responsables avec le billeteur des irrégularités qui pourraient être relevées au cours des paiements. Les membres de la commission ont qualité de témoins, pour certifier des paiements effectués à des illettrés, dans la limite admise pour la preuve testimoniale (montant de 50.000 francs CFA).

Ils signent le registre des paiements, pour garantir l'exactitude des certifications portées par le billeteur.

Chaque mois, avant de procéder au paiement de la nouvelle échéance, la commission s'assurera que les impayés du mois précédent ont bien été réservés au trésor en comparant le montant de chaque quittance collée sur le feuillet du registre où figurent les sommes à reverser.

Une seconde ~~fois~~ signature ou griffe, sera apposée sur le registre des paiements comme valant reconnaissance du versement effectué.

5°) Responsabilité des billeteurs. -

(décret 62-195 du 17 mai 1962 et décret 66-458 du 17 juin 1966)

Les articles 132 à 134 du décret sur la responsabilité publique de l'état rendent responsables les agents chargés des opérations de paiement.

Ces articles ne précisent cependant pas comment se traduit cette responsabilité : exemple article 132 tout agent qui procède au paiement doit, sous sa responsabilité, s'assurer du caractère libératoire de l'acquit qui lui est donné.....

Si la responsabilité des régisseurs d'avances et des recettes est clairement définie par l'article 49 du décret 66 -458 du 17 Juin 1966, lequel article renvoie à certaines dispositions du décret 62- 195 du 17 mai 1962 portant réglementation sur les comptables publics, la responsabilité des billeteurs, agents chargés des paiements est posée sans être précisée.

C'est donc par assimilation qu'il convient de considérer comme applicable aux billeteurs certaines dispositions du décret 62-195 concernant les comptables publics et notamment les articles 8, 21, 31 qui font cas de la responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables publics.

Le décret (décret 66-458 du 17 juin 1966) portant réglementation sur la comptabilité publique de l'Etat doit donc être revu et complété pour étendre la responsabilité personnelle et pécuniaire à tout agent qui manipule des fonds publics.

...../.....

IV - CONTROLES DES BILLETEURS ET DES COMMISSIONS DE PAIEMENT.

Les billeteurs et les commissions de paiement sont contrôlés par

- le chef de service qui vise les différents états en registres du billeteur ;
- le comptable de rattachement au ~~comptable~~ ^{comptable} des règlements et des versements
- le contrôleur régional des Finances qui est autorisé de droit à assister aux séances de paiement.
- l'Inspection Générale d'Etat
- et les contrôleurs habilités à cet effet.

Les contrôleurs doivent donc être à la fois permanents et inopinés.

Le paiement par billetage présente un avantage pratique certain pour

- le comptable de rattachement qui n'effectue qu'un seul décaissement, & ~~à l'occasion de plusieurs opérations~~ de plusieurs opérations de règlement,
- les parties permanentes qui ne connaissent pas les bousculades et les longues files d'attente qui sont inévitables en fin de mois;

Enfin, les billeteurs, comme les régisseurs et les comptables matières, bénéficient d'une indemnité de billetage selon les dispositions du décret

75-1110 du 11 Novembre 1975.

Youssoupha Baro DIEDHIOU

Trésorier Payeur Régional de KOLDA

MODELE D'UN REGISTRE DES PAIEMENTS AUTRES
QUE LES INTENDANTS.

Quittance n°..... reçue pour le versement des impayés
visa des membres de la commission.

BILLETEURS : REGISTRE UTILISE PAR INTENDANTS DES ETABLISSE-
MENTS

Année scolaire

[illegible]

BILLETEURS

Relevé des bourses ou allocations impayées par les Intendants
des Etablissements scolaires.

Nom de l'Intendant.....

Etablissement.....

Période concernée..... Trimestre

N° d'ordre figurant sur bordereau de régle- ment des bourses	Prénom-Nom du Boursier ou des ayants-droit	Montant à réserver	Observations
!	!	!	!
!	!	!	!
!	!	!	!
!	!	!	!
!	!	!	!
!	!	!	!
!	!	!	!
!	!	!	!
!	!	!	!
!	!	!	!
!	!	!	!

Arrêté en lettres.....

A le.....

...../.....

BILLETEURS

Relevé des sommes impayées sur état de
billetage (Intendants non compris)

Etablissement.....

Nom du billeteur.....Période.....

n° d'ordre figurant sur le bordereau de réglement	Prénom - Nom	Montant à réserver	Matricule	Page du borde reau mécanogra phié
!	!	!	!	!
!	!	!	!	!
!	!	!	!	!
!	!	!	!	!
!	!	!	!	!
!	!	!	!	!
!	!	!	!	!
!	!	!	!	!
!	!	!	!	!

Arrêté en lettres.....

A..... le